

CHU DE BORDEAUX

Pôle Nouvel Hôpital Ressources Opérationnelles (NHOROP)
Direction des Travaux et de la Stratégie Patrimoniale (DTSP)
12, rue Dubernat
33404 TALENCE Cedex

MARCHE D'ASSURANCES DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE L'EHPAD DE LORMONT

Consultation n° : 24FS010

Assurances :

- Dommage-Ouvrage et ses garanties complémentaires,
- Tous Risques Chantier et ses garanties complémentaires,
- Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage et ses garanties complémentaires,
- Contrat Collectif de Responsabilité Décennale et ses garanties complémentaires.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
Commun à toutes les garanties**

Sommaire

1	Définitions	5
1.1	Acheteur.....	5
1.2	Souscripteur.....	5
1.3	Maître d'ouvrage	5
1.4	Réalisateurs	5
1.5	Date ouverture de chantier	5
1.6	Réception.....	5
1.7	Assuré.....	5
1.8	Ouvrage assuré	6
2	Identité et coordonnées des parties.....	6
3	Objet du marché	6
4	Pièces constitutives du marché	6
4.1	Pièces Particulières	6
4.2	Pièces générales	7
5	Formation et durée du marché	7
6	Résiliation du marché	8
6.1	Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code des assurances	8
6.2	Renonciation à la résiliation à la suite d'un sinistre	8
6.3	Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code de la commande publique	9
7	DECLARATION DU RISQUE :	9
7.1	Déclaration du risque lors de la souscription du contrat.....	9
7.1.1	Pièces transmises dans le dossier de consultation pour la passation du marché d'assurance	9
7.1.2	Pièces complémentaires à transmettre le cas échéant ultérieurement à l'assureur pour compléter son dossier	9
7.2	Déclaration d'élément nouveau concernant le risque en cours de contrat.....	10
7.2.1	Attestation RCD de nouveaux constructeurs en cours de chantier	10
7.2.2	Déclaration de circonstances nouvelles.....	10
7.2.3	Renseignements à déclarer après la réception des travaux.	11
8	Abrogation de la règle proportionnelle.....	11
9	Aggravation du risque	12
9.1	Conséquences de l'aggravation du risque.....	12
9.2	Seuil de l'aggravation du risque.....	12
9.2.1	Concernant l'augmentation du coût total de l'opération (pour toutes les garanties prévues au marché) :	12
9.2.2	Concernant l'allongement de la durée prévisionnelle des travaux (pour la garantie TRC et ses garanties complémentaires) :	13
9.2.3	En cas de baisse du coût total de l'opération	13
10	Primes.....	13
10.1	Modalités de calcul de la prime provisoire.....	13
10.1.1	L'assiette de la prime	13

10.1.2	CLAUSE DE REEXAMEN sur la prise en compte ou non de la TVA dans le coût total de l'opération.	14
10.1.3	Le montant de la prime	14
10.2	Régularisation éventuelle de la prime provisoire en cas de dépassement du seuil d'augmentation	14
10.3	Modalités de paiement	15
10.3.1	Précisions concernant la présentation de l'appel de prime (facture) au format dématérialisé	15
10.3.2	En cas de cotraitance	16
10.3.3	En cas de sous-traitance	16
10.3.4	Délai de paiement de la prime d'assurance	16
10.3.5	Intérêts moratoires en cas de retard de paiement	17
11	Modalités de gestion du marché par l'assureur (et ou son mandataire)	17
11.1	Confidentialité et mesures de sécurité	17
11.2	Modalités de déclarations ou notifications par chaque partie faisant courir un délai	18
11.2.1	Déclarations ou notifications	18
11.2.2	Recours possible à la notification par voie dématérialisée	18
11.2.3	Transmission de chaque partie à l'autre partie des adresses mails valides et sécurisées auxquelles les notifications pourront valablement être effectuées	18
11.3	Interventions de l'assureur (et/ ou de son mandataire) à compter de la notification du marché	19
11.3.1	Désignation par l'assureur de la personne en charge de la gestion courante du marché	19
11.3.2	Vérification de la complétude du dossier de l'assureur concernant le risque assuré	19
11.3.3	Attestations RC décennales des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil	19
11.4	Nature et délais des interventions de l'assureur en cours d'exécution du marché	20
12	Désignation par l'assureur de la personne en charge de la gestion des sinistres	21
13	Déclaration et gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES QUE les garanties dommages ouvrages, CCRD et de bon fonctionnement	22
13.1	Déclaration du sinistre	22
13.1.1	Délai pour déclarer	22
13.1.2	Mentions devant figurer dans la déclaration de sinistre	22
13.1.3	Faculté ou non de l'assureur de prévoir la possibilité d'appliquer la règle proportionnelle en cas de retard dans la transmission des pièces relatives au sinistre lui ayant causé un préjudice	22
13.1.4	Modalités de transmission de la déclaration	23
13.2	Accusé réception de la déclaration	23
13.2.1	Délai de l'assureur pour accuser réception de la déclaration de sinistre	23
13.2.2	Mentions devant figurer dans l'accusé-réception de la déclaration de sinistre	23
13.3	Expertise	23
13.3.1	Saisine de l'expert	23
13.3.2	Transmission à l'assuré des rapports de l'expert (rapport préliminaire et rapport définitif)	24
13.3.3	Information de l'assuré au sujet de la gestion de ses sinistres	24
13.4	Autorisation de visiter les lieux du chantier et le cas échéant du sinistre	24
13.5	Versement de l'indemnité	25
13.5.1	En cas d'acceptation par l'assuré de l'offre d'indemnité de l'assureur	25
13.5.2	En cas de désaccord par l'assuré sur l'offre d'indemnité de l'assureur	25
13.6	Constat de la réalisation effective des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre	25

13.7	Cas dans lesquels l'assureur et/ou son mandataire aide l'assuré à exercer son recours contre les tiers responsables.....	25
13.8	Relevé de sinistre	25
13.9	Récapitulatif des délais des interventions de l'assureur pour la gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES QUE les garanties dommages ouvrage, CCRD et de bon fonctionnement.	26
14	Contentieux lié à un sinistre garanti.....	26
14.1	Tenue de réunions de travail lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.	26
14.2	Avis de l'assuré sur le projet de dire à adresser à l'expert judiciaire.....	26
14.3	Information de l'assuré sur le déroulement de la procédure judiciaire	27
14.4	Possibilité pour l'assuré de choisir ses avocats et auxiliaires de justice sous certaines conditions	27
15	Plafonds de garantie et modalités de reconstitution des garanties après sinistres	27
15.1	Limites des engagements de l'assureur	27
15.2	Modalités de reconstitution des garanties prévue au marché pour certaines garanties	27
16	Prescription	27
17	Droit et langue.....	28
18	En cas de litige concernant l'exécution du présent marché	28
18.1	Règlement amiable des litiges	28
18.2	Règlement contentieux des litiges	28

1 Définitions

1.1 Acheteur

Personne morale désignée dans la fiche de présentation jointe au présent marché qui est en charge de la passation du marché dans le respect du code de la commande publique.

1.2 Souscripteur

La personne morale qui, agissant en qualité de propriétaire de l'ouvrage, de vendeur ou de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, fait réaliser des travaux de construction et souscrit une assurance Dommage Ouvrage telle que définie à l'article L 242-1 du code des assurances, tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

1.3 Maître d'ouvrage

La personne morale, désignée dans la fiche de présentation, qui conclut ou pour le compte de laquelle sont conclus avec les réalisateurs des marchés visant à concevoir et à exécuter des travaux de construction.

1.4 Réalisateurs

L'ensemble des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil (architectes, entrepreneurs, techniciens ou autres) désignés dans la fiche de présentation ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont liés au maître d'ouvrage par un marché par lequel ils se sont engagés à concevoir ou réaliser des travaux de construction et dont la responsabilité peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivant du code des assurances.

1.5 Date ouverture de chantier

L'ouverture de chantier est une date unique pour l'ensemble des intervenants, quel que soit le moment où ils interviennent sur le chantier.

Pour les travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date de déclaration d'ouverture du chantier mentionnée au premier alinéa de l'article R.424-16 du code de l'urbanisme.

Pour les travaux ne nécessitant pas la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date du premier ordre de service ou à défaut de la date effective de commencement des travaux.

1.6 Réception

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article [1792-6](#) du code civil.

1.7 Assuré

La(les) personne(s), physique(s) ou morale(s), désignée(s) dans chaque CCTP afférent aux différents types de garanties souscrites, sur la tête ou sur les intérêts de qui pèse le risque assuré.

L'assuré est la personne à laquelle s'applique les garanties du marché, sans qu'elle en soit nécessairement le souscripteur.

1.8 Ouvrage assuré

L'ouvrage est décrit dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

2 Identité et coordonnées des parties

L'identité et les coordonnées des parties (souscripteur et assureur notamment) sont précisées dans la fiche de présentation de l'opération et à l'acte d'engagement, joints au marché d'assurances, objet du présent document

3 Objet du marché

L'objet du marché est précisé dans la fiche de présentation de l'opération et à l'acte d'engagement joints au marché objet des présentes.

Nota : Les garanties délivrées au titre du présent marché par l'assureur et les exclusions de garanties sont précisées dans chaque CCTP afférent aux garanties concernées.

4 Pièces constitutives du marché

4.1 Pièces Particulières

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ☒ Acte d'engagement et ses annexes

À DÉFAUT D'ÊTRE LISTÉES DANS L'ARTICLE 11 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT TOUTES LES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS AU CAHIER DES CHARGES DE L'ACHETEUR STIPULÉES DANS TOUT AUTRE DOCUMENT ÉMANANT DE L'ASSUREUR ET/OU SON MANDATAIRE SONT RÉPUTÉES NON ÉCRITES

- ☒ La Fiche de présentation de l'opération et le dossier technique simplifié afférent
- ☒ Le cahier des charges établi par l'acheteur (CCAP et CCTP).
- ☒ Le cas échéant, les conditions générales et spéciales de l'assureur, mais elles ne sont intégrées au présent marché que sous les restrictions définies ci-après :
 - À condition qu'elles ne modifient pas de façon substantielle les pièces du marché établies par l'acheteur.
 - Elles ne sont admises qu'en tant que COMPLÉMENT des pièces du marché établies par l'acheteur pour ce qui n'est pas déjà prévu à l'acte d'engagement et au cahier des charges (CCAP et CCTP)
 - Toutes clauses des conditions générales et spéciales de l'assureur qui sont moins favorables au souscripteur ou à l'assuré ne s'appliquent pas au présent marché.

Précisions : l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ne s'applique pas au présent marché d'assurances.

4.2 Pièces générales

Pour mémoire : le code des assurances en vigueur et le code de la commande publique.

PAR DEROGATION A L'ARTICLE 4.1 DU PRESENT CCAP, CONCERNANT LA DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES, SONT APPLICABLES EN PRIORITE, CAR ELLES SONT D'ORDRE PUBLIC, LES CLAUSES TYPES ENONCEES PAR L'ARTICLE A.243-1 DU CODE DES ASSURANCES ET CE UNIQUEMENT POUR LA GARANTIE DOMMAGES OUVRAGE ET CELLE DU BON FONCTIONNEMENT.

5 Formation et durée du marché

La durée de chaque marché, et le délai d'exécution des prestations s'y rapportant, sont fixés au CCAP et ne peuvent en aucun cas être modifié.

Elles sont fixées selon les disposition suivantes :

Lot 1 - RCMO :

Formation du marché :

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification par voie électronique (*), jusqu'à la fin de la réception totale de l'ouvrage.

Durée d'exécution :

La durée d'exécution du marché commence au démarrage du chantier, y compris la phase de préparation / d'installation, jusqu'à la fin de la réception totale de l'ouvrage.

Lot 2 - TRC :

Formation du marché :

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification par voie électronique (*), jusqu'à la fin de la réception totale de l'ouvrage.

Durée d'exécution :

La durée d'exécution du marché commence au démarrage du chantier, y compris la phase de préparation / d'installation, jusqu'à la fin de la réception totale de l'ouvrage.

Lot 3 - DO - CNR - CCRD

Formation du marché :

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification par voie électronique (*), jusqu'à la fin de la période de 10 ans, à compter de la date de réception totale de l'ouvrage ou, en cas de survenance de sinistres de nature décennale garantis, à la date de clôture du dernier sinistre de nature décennale, né dans la période décennale, mais clos postérieurement.

Durée d'exécution :

La durée d'exécution du marché commence au jour de la réception totale de l'ouvrage, jusqu'à la fin de la période de 10 ans, à compter de la date de réception totale de l'ouvrage ou, en cas de survenance de sinistres de nature décennale garantis, à la date de clôture du dernier sinistre de nature décennale, né dans la période décennale, mais clos postérieurement.

(*) Précisions : cette notification peut se faire par un envoi :

- D'un recommandé électronique (article L 100 du code des postes et des communications électroniques),
- Via tout autre outil qui permet de désigner l'expéditeur, de garantir l'identité du destinataire et d'établir que le document lui a été remis et quand il a été remis, **notamment via le profil acheteur PLACE.**

6 Résiliation du marché

6.1 Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code des assurances

Les dispositions du code des assurances relatives à la résiliation du marché, sont applicables, sous réserves des renonciations expressément consenties par l'assureur, telles que mentionnées dans les cahiers des clauses particulières du présent marché (CCAP commun et CCTP propre à chaque garantie).

La résiliation est de plein droit :

- ☒ En cas de non-paiement de la prime et selon les modalités de l'article L 113-3 du Code des assurances ;
- ☒ En cas d'aliénation de l'ouvrage objet des **présentes** et selon les modalités de l'article L 121-10 Code des assurances (SAUF POUR LES GARANTIES DOMMAGES-OUVRAGE ET DÉCENNALE) (*)
- ☒ En cas d'aggravation du risque et s'il est établi que l'assuré à INTENTIONNELLEMENT FAIT UNE FAUSSE DÉCLARATION ou qu'il a INTENTIONNELLEMENT OMIS DE PORTER À SA CONNAISSANCE une telle aggravation.
- ☒ En cas de disparition totale de la construction, objet du présent marché d'assurance, par suite d'un événement non garanti (article L 121-9 Code des assurances) (*) ;
- ☒ En cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L 326-12 du code des assurances) (*) ;
- ☒ En cas de procédure collective, sans réponse de la part de l'administrateur dans les 30 jours suivant sa mise en demeure (article L622-13 du Code de Commerce) (*)

(*) dans ce cas, l'assureur est tenu de restituer au souscripteur la portion de prime afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation.

6.2 Renonciation à la résiliation à la suite d'un sinistre

Conformément aux dispositions de l'article R 113-10 du Code des assurances, il est formellement convenu que l'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre, SAUF POUR LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE (RCMO) et ses garanties complémentaires.

6.3 Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code de la commande publique

L'acheteur ou le souscripteur peut résilier le présent marché d'assurance dans les cas prévus aux articles L.2195 et suivants du code de la commande publique et notamment :

- ☒ En cas de force majeure (L.2195-2 du code précité)
- ☒ En cas de faute d'une gravité suffisante de l'assureur (L 2195-3-1° du code précité)
- ☒ Pour motif d'intérêt général (L 2195-3-2° du code précité)
- ☒ Lorsque l'assureur, au cours de l'exécution du marché, est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code précité (L.2195-4 du code précité)
- ☒ Lorsque le marché n'aurait pas dû être attribué à l'assureur en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne telle que mentionné à l'article (L.2195-5 du code précité).
- ☒ Lorsque l'exécution du marché ne peut être poursuivie sans apporter au présent marché une modification substantielle non autorisée par les dispositions du code précité (L.2195-6 du code précité)

7 DECLARATION DU RISQUE :

7.1 Déclaration du risque lors de la souscription du contrat

7.1.1 Pièces transmises dans le dossier de consultation pour la passation du marché d'assurance

Lors de la consultation pour la passation du présent marché l'acheteur a transmis à l'assureur un certain nombre de pièces et notamment la fiche de présentation de l'opération et celles contenues dans le dossier technique simplifié permettant ainsi à l'assureur de mesurer le risque à assurer et lui permettant également de calculer le coût des garanties souscrites.

7.1.2 Pièces complémentaires à transmettre le cas échéant ultérieurement à l'assureur pour compléter son dossier

Le souscripteur s'engage à transmettre à l'assureur les pièces dont la liste figure ci-après dans un délai maximal de 15 (QUINZE) jours à compter de la date à laquelle son service en charge de la gestion des marchés d'assurances les a réceptionnées.

Les pièces concernées sont :

- ☒ Copie de la déclaration d'ouverture de chantier
- ☒ Liste des constructeurs qui sont liés au maître d'ouvrage pour concevoir ou réaliser l'ouvrage objet des présentes indiquant la nature de leur marché (et le cas échéant de leur lot).
- ☒ Attestations (*) d'assurance de Responsabilité Civile décennale des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil et en particulier, les attestations de :
 - ✓ De l'architecte – maître d'œuvre.
 - ✓ Du bureau de contrôle.
 - ✓ Du bureau d'études de sols.
 - ✓ Du constructeur titulaire du lot structure (fondations, gros œuvre, charpente et structure en bois ou métallique).
 - ✓ Du constructeur titulaire du lot façade (y compris les menuiseries extérieures, les murs rideaux et les protections de façades).

- ✓ Du constructeur titulaire du lot couverture (dont étanchéité de toiture terrasse).
- ✓ Le cas échéant, du constructeur titulaire du lot carrelage.
- ✓ Le cas échéant, du constructeur titulaire du lot panneaux photovoltaïque (attestation RCD (Responsabilité Civile Décennale) nominative valable à la DOC (Date d'Ouverture de Chantier)).

Ces attestations correspondent soit à des attestations d'assurance de responsabilité décennale annuelles soit à des attestations de responsabilité décennale nominatives de chantier.

Quelle que soit leur forme (annuelle ou nominative de chantier) elles doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction telles qu'elles découlent des articles L.241-1, L.243-1-I, L.243-2 et A.243-2 et suivants du Code des Assurances, signées par l'assureur RCD ou par une personne identifiée qu'il a mandatée et le cas échéant contenant des précisions sur le fonctionnement de la garantie en présence d'un CCRD.

Le souscripteur transmettra à l'assureur toutes les attestations qui seront en sa possession.

TOUTEFOIS COMME INDIQUE INFRA, L'ASSUREUR (ET/OU SON MANDATAIRE), EN CAS D'ATTESTATIONS MANQUANTES OU NON VALIDES, DEVRA AIDER LE SOUSCRIPTEUR A RECUPERER LES ATTESTATIONS RC DECENNALES DES CONSTRUCTEURS AU SENS DE L'ARTICLE 1792.1 DU CODE CIVIL ET DEVRA LES VERIFIER (CONFORMITE ET VALIDITE).

POUR CELA, L'ASSUREUR TRANSMETTRA A L'ASSUREUR (ET/OU A SON MANDATAIRE) LA LISTE DES CONSTRUCTEURS AVEC L'INDICATION DE LEURS COORDONNEES ET S'IL EST CONNU LE NOM DE LEUR ASSUREUR RCD PRESUME.

7.2 Déclaration d'élément nouveau concernant le risque en cours de contrat

7.2.1 Attestation RCD de nouveaux constructeurs en cours de chantier

Dans l'hypothèse où un constructeur au sens de l'article 1792.1 du code civil serait amené à participer à l'opération de construction alors qu'il ne figurait pas dans les marchés d'origine, le souscripteur devra indiquer à l'assureur ses coordonnées et produire une attestation d'assurance dans les termes rappelés ci-avant.

7.2.2 Déclaration de circonstances nouvelles

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur toutes circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexactes ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat.

Cette déclaration doit être faite dans les 15 (QUINZE) jours à partir du moment où le service de l'assuré en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

Constituent en particulier, des circonstances nouvelles :

- ☒ Toute augmentation du coût total de construction prévisionnel déclaré, supérieur à un seuil fixé à l'acte d'engagement (cf. infra)
- ☒ Les avis, observations ou réserves du contrôleur technique.
- ☒ Tout arrêt des travaux devant excéder 2 (DEUX) mois.
Précisions : dans sa déclaration concernant l'arrêt de travaux l'assuré doit préciser :
 - l'état d'avancement de l'opération immobilière,
 - les raisons de cet arrêt,
 - les mesures prises ou à prendre et les protections exécutées ou à exécuter pour la préservation de l'ouvrage et des biens assurés pendant cette période d'arrêt des travaux.
 - la date prévue de reprise des travaux.
- ☒ Toute modification de la date prévisionnelle d'achèvement des travaux entraînant un décalage de plus de 2 (DEUX) mois par rapport à la date prévisionnelle initiale (voir infra).

7.2.3 Renseignements à déclarer après la réception des travaux.

A compter de l'achèvement des travaux et au plus tard dans un délai de 6 (Six) mois suivant cette date L'ASSURÉ TRANSMETTRA À L'ASSUREUR LES PIÈCES SUIVANTES :

7.2.3.1 Pour toutes les garanties.

- ☒ la date de réception définitive des travaux.
- ☒ Le coût total définitif de l'opération (*), afin de :
 - ✓ Vérifier le dépassement ou non du seuil au-delà duquel l'assureur est susceptible de demander à l'assuré le paiement d'une prime complémentaire.
 - ✓ Et le cas échéant de calculer le montant de la prime supplémentaire de régularisation à payer.

(*) Le montant du coût définitif de l'opération, comprend le montant total des travaux, y compris les honoraires du bureau de contrôle, des architectes et Bureaux d'études.

Précisions concernant l'engagement de l'assuré concernant le coût total définitif :

L'assuré s'engage à le communiquer à l'assureur, si possible dans un délai de 6 (SIX) mois suivant la réception des travaux.

Passé ce délai si l'assuré n'est pas en mesure d'établir le coût total de construction définitif, il doit sur demande écrite de l'assureur lui indiquer :

- ☒ Les raisons pour lesquelles ce coût total n'a pas pu être établi,
- ☒ Le délai prévisible nécessaire à son établissement,
- ☒ L'estimation prévisionnelle de ce coût en fonction des éléments connus.

En tout état de cause l'assuré s'engage à communiquer à l'assureur le coût définitif de l'opération dans les 5 (CINQ) jours à compter de la date où le service de l'assuré en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

7.2.3.2 Pour la garantie Dommages Ouvrages (DO) et la garantie CCRD et leurs garanties complémentaires.

- ☒ La liste définitive des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil avec pour ceux arrivés en cours de chantier leurs attestations de Responsabilité Civile Décennale (RCD).
- ☒ Le cas échéant la copie du permis modificatif et les plans afférents.
- ☒ La copie du Procès-Verbal de réception et la liste des réserves.
- ☒ la copie du Procès-Verbal de levée des réserves.
- ☒ la copie du Rapport final du contrôleur technique.

8 Abrogation de la règle proportionnelle

Sous réserves de l'application des dispositions relatives à l'aggravation du risque mentionnées au paragraphe suivant, il est convenu que les dispositions de l'article L.121-5 du Code des Assurances relative à la règle proportionnelle de capitaux ne peuvent être invoquées par l'assureur et ce dans la mesure où **L'ASSURÉ S'ENGAGE À DÉCLARER À L'ASSUREUR LE MONTANT TOTAL DÉFINITIF DE L'OUVRAGE ASSURÉ** suivant les modalités indiquées supra.

9 Aggravation du risque

9.1 Conséquences de l'aggravation du risque

Lorsqu'une modification du risque entraîne une aggravation telle que si le nouvel état de chose avait existé lors de la souscription du présent marché, l'assureur n'aurait pas présenté une offre ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'assureur a la faculté :

- ☒ Si elle est constatée AVANT TOUT SINISTRE
 - ➔ De poursuivre l'exécution du présent marché moyennant une augmentation de prime acceptée par le souscripteur,
- ☒ Si elle est constatée APRÈS SINISTRE, ou si la prime complémentaire est refusée par le souscripteur
 - ➔ De réduire l'indemnité en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait dû être payée pour le temps où l'assurance ne court plus

L'ASSUREUR RENONCE EXPRESSEMENT A RESILIER LE MARCHE EN RAISON DE L'AGGRAVATION DU RISQUE. SAUF S'IL ÉTABLIT QUE :

- L'ASSURÉ A INTENTIONNELLEMENT FAIT UNE FAUSSE DÉCLARATION
- OU IL A INTENTIONNELLEMENT OMIS DE PORTER À SA CONNAISSANCE UNE TELLE AGGRAVATION.

DANS CE CAS L'OMISSION OU LA DECLARATION INEXACTE DE LA PART DE L'ASSURE, DONT LA MAUVAISE FOI EST ETABLIE, ENTRAINE LA NULLITÉ DE L'ASSURANCE (ARTICLE L 113-9 du code des assurance a contrario).

9.2 Seuil de l'aggravation du risque

En application de l'article L.113-4 du code des assurances, une augmentation du montant de l'opération ou un allongement des délais ne pourront être considérés comme une aggravation du risque qu'à compter du dépassement des seuils minimaux indiqués à l'article 10 de chaque acte d'engagement.

Étant précisé que :

9.2.1 Concernant l'augmentation du coût total de l'opération (pour toutes les garanties prévues au marché) :

L'assureur s'engage à NE PAS FAIRE APPEL DE PRIME DE RÉGULARISATION EN DESSOUS D'UN POURCENTAGE D'AUGMENTATION entre l'estimation initiale et le montant réel et définitif du coût de l'opération.

Ces seuils minimaux d'augmentation exprimé en pourcentage est fixé à l'acte d'engagement pour chaque garantie principale (RCMO, TRC, DO - CCRD) accompagnée de leurs garanties complémentaires.

Ce pourcentage en tout état de cause :

Taux autorisés du seuil	Nature de la modification
<p>Le pourcentage du taux ne peut pas être :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Inférieur à 5% (CINQ POUR CENT)▪ Et supérieur à 10% (DIX POUR CENT)	<p>Dans les cas de modification peu importante tels que définis à l'article R.2194-8 du code de la commande publique.</p>

Taux autorisés du seuil	Nature de la modification
<p>Le pourcentage du taux ne peut pas être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inférieur à 5% (CINQ POUR CENT) ▪ Et supérieur à 50% (CINQUANTE POUR CENT) 	<p>Dans les cas de modification importante autorisés par le code de la commande publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une clause au présent marché le prévoit expressément (clause de réexamen - art. 10.2) conformément à l'article R2194-1 du code précité. ▪ Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires conformément aux articles R2194-2 à R2194-4 du code précité. ▪ La modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues article R2194-5 du code précité.

En cas de dépassement des seuils minimaux d'augmentation :

La prime afférente au dépassement des seuils fixés à l'acte d'engagement sera calculée au taux initial du marché et sera appelée lors de l'avenant de régularisation de la prime définitive, émis par la compagnie.

9.2.2 Concernant l'allongement de la durée prévisionnelle des travaux (pour la garantie TRC et ses garanties complémentaires) :

Si la période des travaux s'étendait au-delà de la date prévisionnelle de leur achèvement, la garantie demeurerait acquise automatiquement sans surprime pendant un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être inférieur à 2 (DEUX) mois, ni supérieur à 6 (SIX) mois.

En cas de dépassement du seuil :

La prime afférente à la période de prorogation dépassant le seuil fixé à l'acte d'engagement sera calculée au taux initial du marché, prorata temporis (durée de la période de prolongation excédant le seuil par rapport à la période initiale augmentée de la durée d'allongement autorisée) et sera appelée lors de l'avenant de régularisation de la prime définitive.

9.2.3 En cas de baisse du coût total de l'opération

EN CAS DE BAISSSE DU COUT TOTAL DE L'OPERATION, AUCUN SEUIL NE SERA APPLIQUE ET L'ASSUREUR S'ENGAGE A REDUIRE LE MONTANT DE PRIME PROPORTIONNELLEMENT A CETTE BAISSSE ET EN CONSEQUENCE A RESTITUER AU SOUSCRIPTEUR LA PORTION DE PRIME AFFERENTE.

10 Primes

10.1 Modalités de calcul de la prime provisoire

10.1.1 L'assiette de la prime

L'assiette de la prime se définit comme le coût prévisionnel de construction de l'ouvrage auquel s'ajoutent les honoraires techniques (honoraires de la maîtrise d'œuvre, du contrôleur technique notamment).

Sauf indication expresse contraire mentionnée dans l'acte d'engagement par l'acheteur ou le souscripteur, et uniquement eux, ce coût prévisionnel de construction s'entend :

Garantie concernée	Cout prévisionnel de construction	Indemnités sinistres garantis
Pour la garantie <u>Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage</u> et ses garanties complémentaires	<p>Le coût prévisionnel de construction s'entend en principe (*) <u>Toutes Taxes Comprises (TTC)</u>,</p> <p>(*) <i>sauf application de la clause de réexamen (voir infra) faite suite à la demande de l'assuré.</i></p>	<p>En conséquence, et d'un commun accord entre les parties, il est convenu que les indemnités relatives aux sinistres garantis seront réglées <u>sur la base du montant des travaux de réparation TVA incluse.</u></p>
Pour la garantie <u>Tous Risques Chantier</u> et ses garanties complémentaires		
Pour la garantie <u>Dommmages Ouvrage</u> et ses garanties complémentaires		
Pour la garantie <u>Contrat Collectif de Responsabilité Décennale</u> et ses garanties complémentaires		

10.1.2 CLAUSE DE REEXAMEN sur la prise en compte ou non de la TVA dans le coût total de l'opération.

Comme indiqué au paragraphe précédent, pour les garanties DOMMAGES OUVRAGE ET CCRD ET LEURS GARANTIES COMPLÉMENTAIRES le coût prévisionnel de construction s'entend en principe Toutes Taxes Comprises (TTC).

Toutefois les parties conviennent d'un commun accord que l'acheteur ou le souscripteur pourra au plus tard lors de l'établissement du coût total de construction définitif de l'opération demander à l'assureur la modification du montant de l'assiette de la prime en supprimant du calcul le montant de la TVA y afférant.

Dans l'hypothèse de la suppression du montant de la TVA dans le calcul du coût de la prime :

- L'assureur devra restituer la portion de prime afférente à ce montant de TVA.
- Et les sinistres indemnisés au titre de la DO et du CCRD et de leurs garanties complémentaires seront réglés sur la base du montant des travaux de réparation Hors Taxe.

10.1.3 Le montant de la prime

Le montant de la prime est celui mentionné dans l'acte d'engagement.

Il est exprimé en euros (€) et comprend tout droit, taxes, accessoires et commission de courtage et toute autre prime.

Il est calculé par application du (des) taux de primes indiqué(s) dans l'acte d'engagement appliqué à l'assiette de la prime afférente. Le taux de prime est FERME ET DEFINITIF, NON REVISABLE ET NON ACTUALISABLE.

Lorsqu'il fait son appel de prime, l'assureur doit présenter au souscripteur un décompte de prime conforme aux stipulations de l'acte d'engagement.

10.2 Régularisation éventuelle de la prime provisoire en cas de dépassement du seuil d'augmentation

S'il apparaît lors du calcul du coût définitif de l'opération, une augmentation par rapport à son coût prévisionnel qui dépasse le seuil indiqué dans l'acte d'engagement, alors l'assureur peut procéder à une régularisation de la prime.

Cette régularisation se calcule sur la base du montant réel et définitif des travaux par application sur ce montant du taux contractuel indiqué dans l'acte d'engagement.

10.3 Modalités de paiement

10.3.1 Précisions concernant la présentation de l'appel de prime (facture) au format dématérialisé

10.3.1.1 Plateforme dématérialisée « Chorus pro »

Conformément aux dispositions des articles L 2192-1 et suivants, R.2192-3 et s. et D.2192-1 et s. du code de la commande publique, l'appel de prime (facture) est obligatoirement et exclusivement adressé au souscripteur via la plateforme dématérialisée « Chorus pro » dont l'adresse est la suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour toute aide à la création d'un compte sur la plate-forme chorus-pro, l'assureur et/ou son mandataire est (sont) invité(s) à consulter la fiche pratique dédiée à ce sujet qu'ils trouveront à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

10.3.1.2 Mentions devant figurer sur l'appel de prime

Pour être valables, l'appel de prime (facture) dématérialisé doit être transmis en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Doivent notamment figurer sur l'appel de prime (facture) dématérialisé les éléments suivants :

- ☒ L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, etc.),
- ☒ Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues, à savoir :
- ☒ SIRET du **CHU DE BORDEAUX : 263 305 823 00015**
- ☒ Code service : **TW**
- ☒ N° du service : **05.56. 79.49.14**
- ☒ Nom du service : **Direction des travaux et de la stratégie patrimoniale (DTSP)**
- ☒ Le « numéro de marché » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de contrat de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire ; à défaut date de signature de l'AE par l'acheteur suivi du nom raccourci de l'assureur ou de son mandataire sous le format AAAAMMDD_NOM.

Doivent également figurer sur l'appel de prime (facture) dématérialisé les éléments suivants :

- ☒ Nom du souscripteur,
- ☒ Le risque assuré,

- ☒ N° de police de l'assureur et le cas échéant références attribuées au marché par l'acheteur,
- ☒ Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- ☒ L'assiette de prime,
- ☒ Le taux de prime,
- ☒ Le montant TTC de la prime prévisionnelle ou réajustée,
- ☒ La date de l'appel de prime ou de la demande de prime,

10.3.2 En cas de cotraitance

La signature de l'appel de la prime ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement de compagnies solidaires), acceptation du montant de la prime ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

- ☞ Si le mandataire du groupement est un intermédiaire en assurances (agent, courtier), celui-ci s'engage :
 - À demander à la compagnie d'assurances cotraitante d'adresser directement au souscripteur dans les 45 (QUARANTE CINQ) jours de l'encaissement de la prime, une attestation indiquant que son mandataire lui a bien transférée :
 - ✓ La somme correspondant au montant de la prime versée au titre du présent marché,
 - ✓ Ainsi que le présent marché y compris ses annexes (ou une copie certifiée conforme à l'original).
 - Et lui adresser une copie de la demande faite auprès de ladite compagnie.

10.3.3 En cas de sous-traitance

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement dans les conditions des articles L.2193-4 à L.2193-7 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

10.3.4 Délai de paiement de la prime d'assurance

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par les articles L.2192-10 et L.2192-11 et R. 2192-10 à R.2192-34 du code de la commande publique.

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du présent marché est fixé à l'article R.2192-11 du code de la commande publique.

Concernant le marché objet des présentes le délai de paiement de prime applicable, rappelé dans l'acte d'engagement de chaque lot, est le suivant :

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément à l'article R2192-12 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de notification au souscripteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la plateforme dématérialisée Chorus pro (cf. article R.2192-15-2°) du Code de la commande publique.

Le non-respect des délais entrainera l'application d'intérêts moratoires tels que définis par les dispositions législatives et réglementaire en vigueur ci-après mentionnée

10.3.5 Intérêts moratoires en cas de retard de paiement.

Conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 et suivants du code de la commande publique, lorsque les sommes dues au créancier qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'acheteur à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ; dès le lendemain le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

- Le taux des intérêts moratoires :

Le taux des intérêts moratoires précités est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points en pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après le cas échéant de l'application des clauses de pénalisation.

- L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement :

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant précité, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification (article L.2194-13 dernier alinéa).

- Délai de paiement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

EN CONSEQUENCE IL EST EXPRESSÉMENT CONVENU QUE L'ASSUREUR RENONCE À LA SUSPENSION OU À LA RÉSILIATION DES GARANTIES OBJET DU MARCHÉ POUR TOUT RETARD DE PAIEMENT D'UNE PRIME OU FRACTION DE PRIME CONSÉCUTIF À UN RETARD ADMINISTRATIF DE MISE À DISPOSITION DE FONDS DU FAIT DU SOUSCRIPTEUR

11 Modalités de gestion du marché par l'assureur (et ou son mandataire)

11.1 Confidentialité et mesures de sécurité

Pour l'exécution du marché d'assurances objet des présentes, l'assureur et le cas échéant son mandataire sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations dont ils pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Plus précisément, ils sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement européen [(UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/ CE (dit Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD)] et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les données à caractère personnel contenues dans les supports et documents provenant du souscripteur et ou de l'assuré étant strictement couvertes par le secret professionnel ; l'assureur et le cas échéant son mandataire s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Plus précisément, l'assureur et le cas échéant son mandataire s'engagent à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel respectif :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution du marché,
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché.

La méconnaissance de cette obligation est passible de sanctions pénales et pourra donner lieu si elle est constatée à la résiliation du marché par l'acheteur aux torts, frais et risques de l'assureur ou le cas échéant de son mandataire.

Précisions concernant la RGPD :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le souscripteur et le sous-traitant sont l'assureur et le cas échéant son mandataire.

11.2 Modalités de déclarations ou notifications par chaque partie faisant courir un délai

11.2.1 Déclarations ou notifications

Les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties sont faites par écrit soit contre récépissé, sur support papier ou tout autre support durable, soit par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception.

11.2.2 Recours possible à la notification par voie dématérialisée.

Il est convenu que les notifications faites par chaque partie à l'autre partie relatives à des informations ou décisions faisant courir un délai peuvent se faire par un envoi :

- ☒ Via la messagerie de l'acheteur,
- ☒ D'un recommandé électronique (article L 100 du code des postes et des communications électroniques),
- ☒ Via tout autre outil qui permet de désigner l'expéditeur, de garantir l'identité du destinataire et d'établir que le document lui a été remis et quand il a été remis.

11.2.3 Transmission de chaque partie à l'autre partie des adresses mails valides et sécurisées auxquelles les notifications pourront valablement être effectuées.

L'assureur doit indiquer dans l'acte d'engagement l'adresse mail valide et sécurisée de la personne et/ou service auprès de laquelle (duquel) lesdites notifications pourront valablement être faites et seront opposables à l'assureur tant pour la gestion courante du présent marché que pour la gestion des sinistres y afférant.

L'acheteur ou le souscripteur indiquera lors de la notification du marché à l'assureur ou son mandataire (*) l'adresse mail valide et sécurisée de la personne et/ou service auprès de laquelle (duquel) lesdites notifications pourront valablement être faites et seront opposables à l'assuré tant pour la gestion courante du présent marché que pour la gestion des sinistres y afférant.

(*) ou en cas d'omission sur simple demande de l'assureur et/ou son mandataire

11.3 Interventions de l'assureur (et/ ou de son mandataire) à compter de la notification du marché

11.3.1 Désignation par l'assureur de la personne en charge de la gestion courante du marché

L'assureur désigne dans l'acte d'engagement la personne en charge de la gestion du marché d'assurance en indiquant ses coordonnées (téléphone, mail, adresse postale) ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne chargée de la remplacer en cas d'absence.

Pour la gestion courante du dossier (hors sinistres) cette personne est l'interlocutrice privilégiée de l'assuré. A ce titre elle centralise toute l'information et est chargée de faire le lien avec ses autres collègues et/ou autres services de l'assureur et notamment :

- Dès la notification du marché, elle vérifie le contenu du dossier technique et demande le cas échéant au souscripteur les pièces manquantes.
- Elle assure le suivi du marché d'assurance et des appels de prime en lien avec le service comptabilité de l'assureur.
- Sur demande de l'assuré, elle lui adresse toute attestation d'assurance relative au présent marché.
- Elle procède le cas échéant à l'établissement de projets d'avenant au présent marché qu'elle adresse en vue de leur conclusion à l'assuré.
- Elle répond directement aux questions simples de l'assuré et s'assure qu'une réponse lui sera faite par un représentant qualifié de l'assureur et/ou de son mandataire concernant ses questions complexes ou compliquées.
- Le cas échéant, elle contacte l'assuré avant la date prévisionnelle de réception des travaux pour lui demander s'il conviendra ou non de prolonger certaines garanties (ex : TRC, RCMO etc. ...)
- Elle assure le traitement du coût définitif de l'opération après la réception de l'ouvrage et prend contact avec l'assuré pour récupérer les éléments de fin de chantier.
- Elle se rend disponible ou s'assure qu'un représentant qualifié de l'assureur et/ou de son mandataire le fasse, si le problème rencontré le nécessite, pour participer à une/des réunion(s) de travail, en vue de l'analyser et de rechercher des solutions adaptées.

L'assureur s'engage à PRÉVENIR L'ASSURÉ dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant être supérieur à 20 (VINGT) jours, de TOUT CHANGEMENT DE PERSONNE en charge de la gestion du présent marché d'assurance. En cas de départ, le remplaçant devra être doté de compétences égales à son prédécesseur.

11.3.2 Vérification de la complétude du dossier de l'assureur concernant le risque assuré

A compter de la notification du marché et dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 2 (DEUX) mois, l'assureur et/ou son mandataire vérifie la complétude de son dossier concernant la déclaration du risque objet du présent marché (descriptions des risques, validation des dates ouverture du chantier et d'achèvement prévisionnel de l'ouvrage etc. ...).

A la suite de cette vérification, le cas échéant, l'assureur et/ou son mandataire envoie au souscripteur dans un délai compatible avec le délai précédent la liste des pièces manquantes.

11.3.3 Attestations RC décennales des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil

Comme indiqué supra, le souscripteur transmettra à l'assureur toutes les attestations de Responsabilité Civile Décennale des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil qui seront en sa possession.

TOUTEFOIS EN CAS D'ATTESTATIONS MANQUANTES OU NON VALIDES L'ASSUREUR ET/OU SON MANDATAIRE

S'ENGAGE(NT) A AIDER LE SOUSCRIPTEUR A LES RECUPERER SELON DES MODALITES PRECISEES A L'ACTE D'ENGAGEMENT (*). EN TOUT ETAT DE CAUSE, L'ASSURE DEVRA LUI (LEUR) TRANSMETTRE LES COORDONNEES DES CONSTRUCTEURS ET LE NOM DE LEUR ASSUREUR PRESUME DONT IL A CONNAISSANCE.

(*) L'ASSUREUR PRECISE DANS L'ACTE D'ENGAGEMENT SOUS QUELLES MODALITES PRATIQUES PREND FORME L'AIDE APPORTEE A L'ASSURE.

DE PLUS, L'ASSUREUR ET/OU SON MANDATAIRE DEVRA (DEVRONT) VERIFIER LA VALIDITE ET LA CONFORMITE DE CHAQUE ATTESTATION RC DECENNALE DES CONSTRUCTEURS SUIVANTS LES MODALITES DE LEURS CHOIX. ILS DEVRONT NOTAMMENT VERIFIER QUE LES ATTESTATIONS :

- ☒ SONT CONFORMES AUX DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES RELATIVES A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DANS LE DOMAINE DE LA CONSTRUCTION TELLES QUELLES DECOULENT DES ARTICLES L241-1, L243- 1-1-II, L243-2 ET A243-2 ET SUIVANTS DU CODE DES ASSURANCES.
- ☒ SONT APPROPRIEES AUX ACTIVITES POUR LESQUELLES LES CONSTRUCTEURS ONT PASSE UN MARCHÉ DE TRAVAUX AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE.
- ☒ SONT COMPLETES (TOUTES LES MENTIONS OBLIGATOIRES Y FIGURENT).
- ☒ SONT VALIDES AU JOUR DE LA DATE D'OUVERTURE DE CHANTIER.

11.4 Nature et délais des interventions de l'assureur en cours d'exécution du marché

L'assureur s'engage à transmettre à l'assuré dans les délais fixés dans l'acte d'engagement en tout état de cause ces délais ne pouvant être supérieurs aux délais ci-après indiqués :

<u>Dans le délai fixé dans l'acte d'engagement</u> <u>Et au plus tard dans le délai MAXIMUM de :</u>	Engagement de l'assureur à FAIRE
2 (DEUX) mois à compter de la notification du marché.	<input checked="" type="checkbox"/> Vérification de la complétude du dossier de l'assureur concernant le risque assuré et demande de transmettre les renseignements manquants .
20 (VINGT) jours à compter du jour de la prise de connaissance du départ du collaborateur.	<input checked="" type="checkbox"/> Prévenir l'assuré de tout changement de personne en charge de la gestion de son marché d'assurance.
05 (CINQ) jours à compter de la demande.	<input checked="" type="checkbox"/> Délivrer à l'assuré toute attestation d'assurance relative au présent marché.
40 (QUARANTE) jours avant la date prévisionnelle d'achèvement des travaux.	<input checked="" type="checkbox"/> Contacter l'assuré pour lui demander si la date prévisionnelle d'achèvement des travaux est maintenue et dans le cas contraire lui rappeler ce qu'il convient de faire conformément à ce qui est prévu au présent marché.
20 (VINGT) jours à compter de la demande et sous réserve que l'assuré ait transmis à l'assureur tous les documents nécessaires à son établissement.	<input checked="" type="checkbox"/> Envoi à l'assuré de tout projet d'avenant au présent marché d'assurance.
48 H (quarante-huit heures) à compter de la réception de la question.	<input checked="" type="checkbox"/> Envoi à l'assuré d'un accusé réception de sa question .
05 (CINQ) jours à compter de la réception de la question.	<input checked="" type="checkbox"/> Envoi à l'assuré de la réponse à sa question et ce pour les questions simples .
20 (VINGT) jours à compter de la réception de la question.	<input checked="" type="checkbox"/> Envoi à l'assuré de la réponse à sa question et ce pour les questions complexes ou compliquées .

<p>10 (DIX) jours à compter de la demande.</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Si le problème rencontré le nécessite, se rendre disponible pour participer à une/des réunion(s) de travail, en vue de l'analyser et de rechercher des solutions adaptées.</p>
---	--

12 Désignation par l'assureur de la personne en charge de la gestion des sinistres


L'assureur désigne dans l'acte d'engagement la personne en charge de la gestion des sinistres en indiquant ses coordonnées (téléphone, mail, adresse postale), ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne chargée de la remplacer en cas d'absence.

Pour la gestion des sinistres, cette personne est l'interlocutrice privilégiée de l'assuré, elle centralise toute l'information et est chargée de faire le lien avec ses autres collègues et/ou autres services de l'assureur et notamment :

- Sur demande de l'assuré :
 - Elle l'informe sur les démarches à réaliser en vue d'établir la déclaration de sinistre
 - Elle l'assiste le cas échéant sur la façon de remplir les formulaires types mis à disposition par l'assureur pour déclarer les sinistres.
 - Elle l'informe le cas échéant sur les mesures conservatoires à prendre.
- Elle accuse réception des déclarations de sinistres faites par l'assuré.
- Elle procède à la vérification de l'exhaustivité des déclarations et le cas échéant demande à l'assuré un complément d'information.
- Elle analyse les déclarations de sinistre.
- Dans le cas où une expertise est jugée nécessaire par l'assureur afin de constater, décrire et évaluer les dommages, et d'en déterminer les causes, elle s'assure de la nomination et de la disponibilité de l'expert selon les impératifs du dossier.
- Dans le cas d'expertise judiciaire ou de procédure judiciaire pour laquelle l'assureur intervient, elle demande la nomination d'un avocat et/ou d'un expert, en accord avec l'assuré, en précisant la position de l'assureur sur la prise en charge des frais d'expertise judiciaire et/ou de procédure judiciaire.
- Le cas échéant, elle participe aux réunions d'expertise (amiable ou judiciaire) en se faisant représenter par un expert et/ou un avocat.
- Elle contrôle le respect des délais et la présentation des rapports d'expertise (rapport préliminaire et rapport définitif).
- Elle informe l'assuré de la position prise par l'expert et celle prise par l'assureur notamment sur la prise en charge des réparations (provisoires le cas échéant ; et définitives).
- Elle tient systématiquement informé l'assuré de l'évolution de la gestion du sinistre.
- Elle vérifie le versement à l'assuré de l'indemnisation.
- Elle procède à la clôture du dossier.

L'assureur s'engage à PRÉVENIR L'ASSURÉ dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant être supérieur à 20 (VINGT) jours, de TOUT CHANGEMENT DE PERSONNE en charge de la gestion des sinistres afférents au présent marché d'assurance. En cas de départ, le remplaçant devra être doté de compétences égales à son prédécesseur.

13 Déclaration et gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES QUE les garanties dommages ouvrages, CCRD et de bon fonctionnement.

NOTA : CONCERNANT LES MODALITES DE DECLARATION ET DE GESTION DES SINISTRES SUSCEPTIBLES DE METTRE EN JEU LES GARANTIES DOMMAGES OUVRAGE, CCRD ET DE BON FONCTIONNEMENT ET DOMMAGES  VOIR LES DISPOSITIONS DU CCTP-DO-CCRD Y AFFECTANT

13.1 Déclaration du sinistre

13.1.1 Délai pour déclarer

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur, tout sinistre dont il est susceptible de réclamer l'indemnisation au titre du présent marché, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 10 (DIX) jours à partir du moment où le service de l'assuré en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

Passé ce délai, la déchéance de garantie est opposable à l'assuré, en l'absence de cas fortuit ou de force majeure, et à condition que l'assureur démontre que le retard dans la déclaration lui cause un préjudice (article L 113-2 du code des assurances)

NOTA : en application des clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances, les dispositions de [l'article L113-2](#) du Code des Assurances ne s'appliquent pas aux sinistres couverts par les Garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement : dans ce cas, la déchéance de garantie n'est opposable à l'assuré.

13.1.2 Mentions devant figurer dans la déclaration de sinistre

La déclaration devra comporter au minimum les renseignements suivants :

- ☒ Le numéro du contrat.
- ☒ Le nom du souscripteur.
- ☒ Le nom du/des bénéficiaire(s) du contrat (si différent(s) du souscripteur).
- ☒ L'adresse de la construction sinistrée.
- ☒ La date d'ouverture de chantier (jour/mois/année).
- ☒ Le cas échéant, la date de réception (jour/mois/année) avec indication si elle s'est faite avec ou sans réserve(s).
- ☒ La date d'apparition des dommages (jour/mois/année).
- ☒ Le cas échéant la date de la mise en demeure restée infructueuse (+ copie de la mise en demeure).
- ☒ La description et la localisation des dommages, le cas échéant avec indication de leur coût s'il est connu (+ devis s'il(s) existe (nt)).
- ☒ Toutes pièces et informations se rapportant au sinistre déclaré dont dispose l'assuré au jour de la déclaration.
- ☒ La description des éventuelles mesures conservatoires que l'assuré a mises ou va mettre en place.

13.1.3 Faculté ou non de l'assureur de prévoir la possibilité d'appliquer la règle proportionnelle en cas de retard dans la transmission des pièces relatives au sinistre lui ayant causé un préjudice.

L'assureur peut se réserver, **s'il le précise expressément dans l'acte d'engagement**, le droit en cas de retard dans la transmission par l'assuré des pièces nécessaires à la déclaration de faire application de l'article L.113-11 2° du Code des assurances qui l'autorise à réclamer à l'assuré le paiement d'une indemnité proportionnée au dommage que le retard lui aura causé.

TOUTEFOIS POUR POUVOIR APPLIQUER CETTE RÈGLE PROPORTIONNELLE l'assureur devra faire à l'assuré une mise en demeure préalable de lui transmettre les pièces manquantes dans un délai minimum de 15 (QUINZE) jours à compter de la réception. Et cette demande devra être restée sans réponse jusqu'à l'expiration du délai imparti. Étant précisé que pour être valable cette mise en demeure devra inviter l'assuré à s'expliquer sur les raisons de ce retard et devra lui indiquer les sanctions encourues si le manquement devait perdurer au-delà du délai indiqué dans la mise en demeure.

EN TOUT ETAT DE CAUSE CETTE FACULTE DE L'ASSUREUR N'EST PAS APPLICABLE AUX SINISTRES COUVERTS PAR LES GARANTIES DOMMAGES OUVRAGE ET DE BON FONCTIONNEMENT.

13.1.4 Modalités de transmission de la déclaration

La déclaration de sinistre peut sous réserves des indications mentionnées à l'acte d'engagement être transmise :

- ☒ Par téléphone avec confirmation écrite,
- ☒ Par mail,
- ☒ Par courrier,
- ☒ Le cas échéant dans l'espace personnel dédié à l'assuré sur le site internet de l'assureur ou de son mandataire.

13.2 Accusé réception de la déclaration

13.2.1 Délai de l'assureur pour accuser réception de la déclaration de sinistre

L'assureur adressera à l'assuré un accusé de réception de la déclaration de sinistre **dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 48 H (QUARANTE HUIT Heures) suivant la réception de la déclaration.**

13.2.2 Mentions devant figurer dans l'accusé-réception de la déclaration de sinistre

Cet accusé de réception devra comporter les renseignements suivants :

- ☒ L'adresse du sinistre,
- ☒ L'évaluation d'ouverture du dossier
- ☒ L'identité et les coordonnées (ligne directe et adresse mail) du gestionnaire du sinistre,
- ☒ Les références du dossier sinistre (cf. numéro généré)
- ☒ Les demandes de renseignements complémentaires, le cas échéant,
- ☒ Les coordonnées du ou des experts désignés pour les sinistres qui nécessitent une expertise.

13.3 Expertise

13.3.1 Saisine de l'expert

Pour les sinistres pour lesquels une expertise est nécessaire, l'assureur s'engage à missionner un expert afin de constater, décrire et évaluer les dommages, et d'en déterminer les causes. L'assureur doit missionner l'expert dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 15 (QUINZE) jours suivant la réception de la déclaration de sinistre.

Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom et les coordonnées professionnelles de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

L'assuré peut se faire assister ou représenter lors des opérations d'expertise.

13.3.2 Transmission à l'assuré des rapports de l'expert (rapport préliminaire et rapport définitif)

L'assureur s'engage à transmettre une copie du rapport de l'expert dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 10 (DIX) jours suivant la réception par l'assureur du rapport d'expertise transmis par l'expert.

13.3.3 Information de l'assuré au sujet de la gestion de ses sinistres

L'assureur s'engage à associer l'assuré à la gestion de ses sinistres en l'informant de tout fait marquant et décision prise (notamment concernant les négociations des dossiers amiables ou judiciaires) et également des étapes clés de l'instruction du sinistre. Cette information porte notamment sur :

- ☒ Les garanties susceptibles d'être mises en jeu ou qui le sont.
- ☒ Les franchises applicables au sinistre.
- ☒ Les responsabilités y compris le cas échéant celles de l'assuré susceptibles d'être établies ou qui le sont.
- ☒ L'évaluation du dommage.
- ☒ Les explications nécessaires à la compréhension du rapport d'expertise
- ☒ Les modalités et délais de règlement de l'indemnité
- ☒ Les suites données au dossier, les recours éventuels à engager
- ☒ etc. ...

13.4 Autorisation de visiter les lieux du chantier et le cas échéant du sinistre

L'assuré s'engage à autoriser :

QUAND	QUOI	QUI
Pendant la période d'exécution des travaux sur l'ouvrage objet du présent contrat, sous réserves des impératifs de sécurité	Accéder à tout moment au chantier.	L'assureur
En cas de sinistre sous réserves des impératifs de sécurité et/ou de la possibilité matérielle de le faire	Accéder au lieu du sinistre ou, du moins, de leur accorder toutes facilités pour le faire.	L'assureur et l'expert qu'il a désigné
	Accéder au lieu du sinistre sur invitation qui leur en est faite par l'expert désigné par l'assureur	Les assureurs couvrant la responsabilité des constructeurs et du contrôleur technique

	Pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement du rapport d'expertise en vue notamment de la recherche des faits générateurs du sinistre	L'expert désigné par l'assureur
--	---	---------------------------------

13.5 Versement de l'indemnité

13.5.1 En cas d'acceptation par l'assuré de l'offre d'indemnité de l'assureur

En cas d'acceptation, par l'assuré, de l'offre qui lui a été faite, le règlement de l'indemnité par l'assureur intervient dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 15 (QUINZE) jours à compter de la notification à l'assureur de l'accord de l'assuré sur la proposition d'indemnisation.

13.5.2 En cas de désaccord par l'assuré sur l'offre d'indemnité de l'assureur

En tout état de cause, l'assuré qui a fait connaître à l'assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifié selon les modalités définies précédemment.

Cette avance, forfaitaire et non revalorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de 15 (Quinze) jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de la demande de l'assuré si ce dernier ne diffère pas les travaux.

13.6 Constat de la réalisation effective des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre

L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état effectif d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation à la suite d'un sinistre garanti.

13.7 Cas dans lesquels l'assureur et/ou son mandataire aide l'assuré à exercer son recours contre les tiers responsables

LORSQUE LE MONTANT DES DOMMAGES GARANTIS EST INFÉRIEUR À LA FRANCHISE DES GARANTIES ET EN CAS DE TIERS RESPONSABLE, L'ASSUREUR ET/OU SON MANDATAIRE S'ENGAGE À AIDER L'ASSURÉ, DANS LA LIMITE DE SES (LEURS) COMPÉTENCES, À EXERCER SON RECOURS CONTRE LES PERSONNES RESPONSABLES.

13.8 Relevé de sinistre

L'assureur s'engage à envoyer un relevé de sinistre sous format PDF ou Excel dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 5 (CINQ) jours à compter de la demande de l'assuré.

13.9 Récapitulatif des délais des interventions de l'assureur pour la gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES QUE les garanties dommages ouvrage, CCRD et de bon fonctionnement.

Dans le délai fixé dans l'acte d'engagement Et au plus tard dans le délai MAXIMUM de :	Engagement de l'assureur à FAIRE
20 (VINGT) jours à compter du jour de la prise de connaissance du départ du collaborateur.	<input checked="" type="checkbox"/> Prévenir l'assuré de tout changement de personne en charge pour l'exécution du présent marché de la gestion des sinistres.
48 H (QUARANTE HUIT Heures) à compter de la réception de la déclaration de sinistre.	<input checked="" type="checkbox"/> Accuser réception des déclarations de sinistres faites par l'assuré
10 (dix) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.	<input checked="" type="checkbox"/> Vérifier l'exhaustivité des déclarations et le cas échéant, indiquer à l'assuré que sa déclaration est incomplète et réclamer les renseignements manquants.
15 (QUINZE) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.	<input checked="" type="checkbox"/> Pour les sinistres pour lesquels une expertise est nécessaire, à missionner un expert de constater, décrire et évaluer les dommages, et d'en déterminer les causes et à informer l'assuré de cette désignation.
15 (QUINZE) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.	<input checked="" type="checkbox"/> Et si la mise en jeu des garanties est manifestement injustifiée, opposer à l'assuré son refus <u>motivé</u> de garantir le sinistre sans expertise <i>Nota : En outre, dès qu'il a connaissance d'un élément fourni, soit par l'assuré en cours d'instruction de sinistre, soit par l'assuré ou toute autre personne dans le cadre d'une expertise ou d'une procédure, de nature à entraîner de sa part un refus de garantie, l'assureur doit en informer l'assuré dans le plus bref délai.</i>
10 (DIX) jours à compter de la réception par l'assureur du rapport.	<input checked="" type="checkbox"/> Transmettre une copie du rapport de l'expert <u>en indiquant à l'assuré la position prise par l'expert et la sienne</u> notamment sur la mise en jeu des garanties.
10 (DIX) jours à compter de la demande de l'assuré.	<input checked="" type="checkbox"/> Si le problème rencontré le nécessite, à se rendre disponible pour participer à une/des réunion(s) de travail, en vue de l'analyser et de rechercher des solutions adaptées.
15 (QUINZE) jours à compter de la notification par l'assureur de son accord de prendre en garantie le sinistre.	<input checked="" type="checkbox"/> À verser un acompte d'au moins 50% du montant estimé par l'expert.
15 (QUINZE) jours à compter de la notification à l'assureur de l'accord de l'assuré sur la proposition d'indemnisation.	<input checked="" type="checkbox"/> À verser le solde du montant de l'indemnisation. <i>Nb : Étant précisé qu'en cas de refus de l'assuré sur la proposition d'indemnisation de l'assureur, ce dernier doit verser à l'assuré le ¾ de l'indemnité proposée dans les 15 (QUINZE) jours de la demande de l'assuré si ce dernier ne diffère pas les travaux.</i>
5 (CINQ) jours à compter de la demande de l'assuré	<input checked="" type="checkbox"/> À envoyer un relevé de sinistre sous format PDF ou Excel.

14 Contentieux lié à un sinistre garanti

14.1 Tenue de réunions de travail lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.

L'assureur s'engage à organiser une ou plusieurs réunions de travail entre l'assuré et les experts et/ou avocats lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.

14.2 Avis de l'assuré sur le projet de dire à adresser à l'expert judiciaire

En cas d'expertise judiciaire, l'assureur s'engage à n'envoyer un dire par l'avocat qu'après avoir sollicité l'avis de l'assuré. Il en est de même pour les assignations ou toutes conclusions envoyées dans le cadre d'une

procédure judiciaire.

14.3 Information de l'assuré sur le déroulement de la procédure judiciaire

En cas de procès l'assureur s'engage à tenir informé l'assuré du déroulement de la procédure et à le consulter avant d'accepter une décision de justice ou de transiger.

Étant précisé qu'**AUCUNE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE, AUCUNE TRANSACTION INTERVENANT EN DEHORS DE L'ASSUREUR N'EST OPPOSABLE A L'ASSUREUR.**

14.4 Possibilité pour l'assuré de choisir ses avocats et auxiliaires de justice sous certaines conditions

Pour sa défense l'Assuré peut faire le choix de ses avocats et auxiliaires de justice, sous les conditions suivantes :

CHOIX DE L'ASSURÉ	PRISE EN CHARGE DES FRAIS AFFERENTS
L'assuré accepte que sa défense soit exercée par les avocats et les auxiliaires de justice mandatés par l'assureur.	Les frais et honoraires correspondants sont pris en charge directement pas ce dernier.
L'assuré pour sa défense préfère mandater les avocats et les auxiliaires de son choix.	L'assuré doit faire l'avance des frais et honoraires correspondants. Ces frais lui seront remboursés par l'assureur dans la limite de ceux qu'il aurait réglés à ses propres avocats et auxiliaires. L'assureur s'engage toutefois à informer au préalable l'assuré sur le montant maximum des frais au-delà duquel il ne les lui remboursera pas.

15 Plafonds de garantie et modalités de reconstitution des garanties après sinistres

15.1 Limites des engagements de l'assureur

Il est précisé que **LES MONTANTS DE GARANTIE FIXES AUX CCTP** FORMENT LA LIMITE DES ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré.

LESDITS MONTANTS SE REDUISENT ET S'EPUISENT PAR TOUT REGLEMENT AMIABLE OU JUDICIAIRE D'INDEMNITES selon l'ordre chronologique de l'exigibilité des paiements quelle que soit la nature des dommages auxquels ils se rapportent.

15.2 Modalités de reconstitution des garanties prévue au marché pour certaines garanties

Toutefois, l'assuré ou toute personne y ayant un intérêt peut lorsque le CCTP propre à chaque garantie le prévoit et suivant **les modalités pratiques fixées à l'acte d'engagement** peut demander à l'assureur la reconstitution de la garantie réduite à la suite d'un sinistre.

16 Prescription

Toute action dérivant du présent marché est prescrite par 2 (deux) ans à compter de l'évènement qui y donne connaissance (articles L 114-1, L 114-2 et L 114-3 du code des assurances).

Conformément à l'article L 114-3 du code des assurances, les parties au contrat d'assurance ne peuvent,

même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

17 Droit et langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent. Tous les documents doivent être entièrement rédigés en langue française et les prix exprimés en euros.

Si un document joint en annexe au présent marché est rédigé dans une autre langue, il doit être accompagné d'une traduction en Français.

Si l'assureur et/ ou son mandataire est (sont) établi(s) dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il (ils) facturera (ont) ses (leurs) prestations hors T.V.A. et aura (ont) droit à ce que l'administration lui (leur) communique un numéro d'identification fiscal.

18 En cas de litige concernant l'exécution du présent marché

18.1 Règlement amiable des litiges

Avant tout recours contentieux devant une juridiction, les parties au marché s'efforceront de trouver une issue à leurs éventuels différends par tous moyens amiables.

Elles pourront le cas échéant saisir tout organisme consultatif de conciliation compétent en la matière et notamment le Comité consultatif interrégional de règlement amiables ou litiges relatifs aux marchés publics et dont les coordonnées figurent sur la fiche de présentation.

18.2 Règlement contentieux des litiges

Toutes les contestations se rapportant à l'exécution du présent marché et qui n'ont pas pu être réglées amiablement seront soumis au Tribunal compétent mentionné dans la fiche de présentation de l'opération. Les coordonnées du Tribunal du lieu d'implantation de l'opération objet du marché figurent également dans la fiche de présentation.

----- Fin du document -----